

*Initiatives ministérielles*

consulter personne, la plupart du temps. C'est une véritable litanie.

Qu'y a-t-il de mal à consulter? Est-ce avilissant de consulter les Canadiens? Est-ce indigne du gouvernement de parler aux agriculteurs? En sommes-nous rendus là au Canada?

Il n'est pas étonnant que les agriculteurs soient désorientés. Ils se demandent s'ils ont des amis dans la capitale nationale. Voyez ce qui est arrivé à certains producteurs, à la gestion de l'offre et à la commercialisation méthodique par suite de l'Accord de libre-échange.

Il y a quelques années à peine, nous pensions que ces institutions étaient solides et sûres et que personne n'oserait les démanteler. Nous avons peut-être tort. Nous aurions dû nous méfier un peu plus, surtout du gouvernement actuel.

Voyez ce qui est arrivé récemment aux producteurs de blé dur. Je pensais que nous défendions ceux qui réussissent au Canada, que nous les acclamions. Nous avons toujours dit aux hommes et aux femmes de notre pays: «Travaillez fort pour bien réussir. C'est ce que nous voulons que vous fassiez. Si vous réussissez bien, vous serez récompensés». Je suis certain que les producteurs de blé dur du Canada nous ont écoutés, et ils réussissent très bien. En fait, ils réussissent si bien que nos bons amis du sud s'en plaignent maintenant. Nous les entendons dire: «Vous ne pouvez pas faire cela, vous réussissez trop bien. Si vous n'arrêtez pas de vendre autant, si vous continuez d'être aussi compétitifs, nous ferons planer sur vous la menace des droits compensateurs».

C'est très inquiétant parce que nous savons ce qui s'est passé dans d'autres branches du secteur agricole. Vous n'avez qu'à le demander aux producteurs de lait, d'oeufs ou de porc. Et la liste ne cesse de s'allonger. Même M. Clayton Yeutter, qui joue un rôle important dans les négociations sur le libre-échange, a exprimé sa sympathie aux producteurs de blé dur du Dakota du Nord, État qui partage une frontière avec ma province. Il a dit, dans une lettre adressée aux producteurs de blé dur du Dakota du Nord, que le gouvernement américain envisagerait même peut-être d'imposer des droits compensateurs afin de mettre un terme à cette concurrence plutôt nuisible venant des voisins du nord.

Qu'est-ce que notre gouvernement dit de cela? Pas grand-chose. Je crois qu'il pourrait être un peu plus bavard. Nous voulons qu'il soit beaucoup plus bavard.

Je remarque, monsieur le Président, que vous avez levé votre célèbre doigt, ce qui veut dire qu'il me reste une minute. Je prie instamment mes bons amis d'en face qui gloussent— ils ont peut-être entendu quelque chose d'important cet après-midi, pas vrai?

**Des voix:** C'est vrai.

**M. Harvard:** C'est un peu tard dans le débat, mais je sens que les ministériels commencent à écouter, que nous avons réussi, au cours des 20 dernières minutes, à attirer leur attention peut-être juste un peu, pas vrai?

**Une voix:** C'est vrai.

**M. Harvard:** Puisque nous avons leur attention, je vais dire ceci. Je prie instamment le gouvernement de retirer ce projet de loi, de consulter les agriculteurs et, pour une fois, de faire ce qu'il faut faire pour les agriculteurs et pour le pays.

**M. Ron Fisher (Saskatoon—Dundurn):** Monsieur le Président, je me demande bien pourquoi depuis un mois j'ai tellement tendance à reprendre les propos de l'orateur qui m'a précédé. Ce doit être une habitude prise à un comité, ou je ne sais quoi.

Pour reprendre donc ce que disait mon prédécesseur je ne pense pas que le gouvernement soit capable de rien faire correctement. Le député a également déclaré que peut-être la lumière commençait à se faire. Je désespère de jamais voir cela. Je désespère pour deux raisons au moins. La première étant que jusqu'au mois de mai dernier, j'étais un peu plus proche que maintenant du monde agricole. J'ai vendu le quart de section de terre que je possédais à ce moment-là, mais quand même j'aimerais faire valoir que j'ai des attaches avec la terre, ayant grandi dans une région rurale de Saskatchewan. Je dirais qu'il est pour ainsi dire impossible à quelqu'un qui est né en Saskatchewan de ne pas avoir d'attaches rurales. J'ai beaucoup de parents qui sont encore agriculteurs là-bas. Je comprends ce qu'ils font, cela fait un peu partie de moi.

Je désespère pour une deuxième raison, c'est que pour la deuxième fois en deux jours je m'oppose à une motion de clôture. Si pour ce qui concerne ce projet de loi le message ne parvient pas au gouvernement, j'ai plutôt